

Grands Lacs : Six chefs d'Etat à Kampala sur la crise en RDC

@rib News, 08/10/2012 â€“ Source AFPLes dirigeants des Grands Lacs, dont les prÃ©sidents de RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) Joseph Kabila et du Rwanda Paul Kagame, Ã©taient rÃ©unis lundi Ã Kampala pour la quatriÃ¨me fois en moins de trois mois afin de tenter de mettre un terme aux combats dans l'est de la RDC. Ã€ Les prÃ©sidents Kabila, Kagame, le prÃ©sident du Burundi Pierre Nkurunziza et le prÃ©sident Salva Kiir du Soudan du Sud, qui participe en tant qu'observateur, figurent parmi les dirigeants Ã participant au sommet, a indiquÃ© le ministre ougandais des Affaires Ã©trangÃ¨res Henry Okello Oryem.

Ces chefs d'Etat, ainsi que leurs homologues tanzanien Jakaya Kikwete et ougandais Yoweri Museveni, hÃ©te du sommet, accompagnÃ©s des reprÃ©sentants des autres pays ont entamÃ© leurs dÃ©bats Ã huis clos en fin de matinÃ©e. Aucune indication n'avait filtrÃ© en soirÃ©e sur les avancÃ©es de ce nouveau sommet, notamment sur le projet d'une force internationale neutre destinÃ©e Ã Ã©radiquer les groupes armÃ©s qui terrorisent la population de cette rÃ©gion et en pillent les richesses miniÃ¨res. Les participants Ã ce sommet des 11 pays de la ConfÃ©rence internationale sur la RÃ©gion des Grands Lacs (CIRGL) doivent Ã€ Ã©valuer les dÃ©cisions prises lors de leurs prÃ©cÃ©dents sommets (...) concernant la consolidation de la paix et de la sÃ©curitÃ© dans l'est de la RDC Ã€, notamment la question du dÃ©ploiement d'une Ã€ force neutre Ã€, indiquÃ© le service de presse de la CIRGL. L'idÃ©e de cette force neutre a Ã©tÃ© lancÃ©e mi-juillet en marge d'un sommet de l'Union africaine (UA). Les dirigeants de la CIRGL, notamment MM. Kabila et Kagame, qui s'accusent mutuellement de soutenir des groupes rebelles hostiles Ã l'autre dans l'est de la RDC, avaient donnÃ© leur accord de principe. Mais depuis, malgrÃ© deux sommets Ã Kampala, peu d'avancÃ©es concrÃ¨tes ont Ã©tÃ© enregistrÃ©es sur les contours - notamment les effectifs et la composition - de cette force que le prÃ©cÃ©dent sommet a souhaitÃ© voir dÃ©ployÃ©e d'ici courant dÃ©cembre, sous mandat de l'Union africaine et de l'ONU. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon a prÃ©venu que Ã€ la clartÃ© concept et les modalitÃ©s opÃ©rationnelles d'une telle force, de mÃªme que sa coordination avec la (mission de l'ONU en RDC) Monusco, seront (des points) importants Ã€, dans un message Ã©crit aux participants Ã la rÃ©union de Kampala. Une solution impliquant la Monusco - la plus importante mission des Nations unies dans le monde avec 19.000 hommes en uniforme -, a les faveurs de Kinshasa, mais Kigali ne cache pas sa dÃ©fiance envers la force onusienne qu'il accuse de partialitÃ©. L'idÃ©e d'une force composÃ©e de soldats de la rÃ©gion bute sur le fait que, pour Ãªtre neutre, elle devrait se passer de troupes venues d'Angola, du Rwanda, du Burundi et d'Ouganda, qui ont pris part, dans un camp ou un autre, aux guerres rÃ©gionales dont la RDC a Ã©tÃ© le thÃ©Ã¢tre depuis 1996. Alors que les chefs d'Etat Ã©taient partis en hÃ©licoptÃ¨re lundi aprÃ©s-midi inaugurer un barrage Ã Jinja, au bord du lac Victoria et aux sources du Nil, leurs ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res continuaient de plancher sur une dÃ©claration finale. MM. Kagame et Kabila s'Ã©taient rencontrÃ©s le 27 septembre Ã New York, en marge de l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale de l'ONU, n'aboutissant qu'au seul constat de leurs positions figÃ©es. Rapport de l'ONU Ã l'appui, Kinshasa accuse Kigali d'appuyer militairement le M23, groupe d'ex-rebelles intÃ©grÃ©s en 2009 Ã l'armÃ©e congolaise, qui se sont mutinÃ©s au printemps et ont infligÃ© plusieurs revers aux forces de Kinshasa dans la province orientale instable du nord-Kivu. Kigali dÃ©ment, accusant en retour Kinshasa, qui rÃ©fute, de soutenir les Forces dÃ©mocratiques de libÃ©ration du Rwanda (FDLR), rÃ©bellion hutu rwandaise opposÃ©e au rÃ©gime de Paul Kagame active dans l'Est de la RDC. Ã€ Tout soutien au M23 et Ã tous les autres groupes armÃ©s dans l'Est de la RDC doit cesser, et ce de faÃ§on permanente Ã€, a affirmÃ© M. Ban, accusant en particulier le M23 Ã€ de graves violations des droits de l'Homme, y compris de recrutement d'enfants et de violences sexuelles Ã€. Les rebelles du M23 ont menacÃ© dÃ©but octobre de prendre Goma, capitale du Nord-Kivu et verrou stratÃ©gique dans l'est de la RDC, accusant l'armÃ©e congolaise d'exactions sur la population.